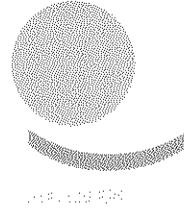




European Trade Union Confederation (ETUC)
Confédération européenne des syndicats (CES)



Lisbonne, le 30 mars 2011
JM/SB/JJ

Monsieur le Premier Ministre du Portugal
Eng^o. José Sócrates,

L'UGT (Union Générale des Travailleurs/ União Geral de Trabalhadores), la CSI et la CES vous adressent la présente afin d'attirer votre attention sur la situation en Tunisie, de vous faire part de nos préoccupations communes et de proposer les mesures que l'UE devrait prendre afin d'aider sa nation voisine sur le chemin de la démocratie.

Après des décennies de corruption et de dictature, le peuple tunisien s'est mobilisé en faveur de la démocratie, des droits fondamentaux et de la fin de la corruption - obligeant Zine El Abidine Ben Ali et les membres de son entourage à fuir le pays -, et de l'installation d'un gouvernement transitoire. La Tunisie est entrée dans une période de transition qui doit mener à des élections libres et démocratiques.

Nous, au sein du mouvement syndical, ne pouvons accepter un échec qui barrerait la route à la démocratie et décevrait les aspirations du peuple tunisien, en particulier du grand nombre de jeunes chômeurs dont la privation de toute perspective économique a été un élément moteur du mouvement démocratique. Nous nous sommes engagés à aboutir à une bonne gouvernance participative permettant aux citoyens non seulement de choisir leur gouvernement et de lui demander des comptes, mais accordant aussi aux syndicats les droits et libertés requis pour apporter une contribution significative au développement économique.

A la lumière de la visite du Haut Représentant de l'UE en Tunisie, nous prenons note de l'aide que l'UE envisage pour la Tunisie, ainsi que de la proposition de surveiller les élections et de contribuer à la transition démocratique. Nous accueillons également avec satisfaction la nouvelle stratégie qu'elle met en exergue en matière de relations avec les pays du sud de la Méditerranée, en mettant l'accent sur la transformation démocratique, la participation de la société civile et le développement économique. La CSI et la CES soutiennent le plan de l'UE visant à conclure des négociations accélérées permettant d'aboutir à un accord commercial avec le gouvernement tunisien de transition en vue de contribuer à la croissance économique du pays.

Nous vous incitons vivement, Monsieur le Premier Ministre à apporter votre soutien à ce "statut commercial avancé" pour la Tunisie qui accorderait aux produits et services du pays un accès préférentiel aux marchés européens sans qu'aucune condition – autre que les garanties de démocratie et de droits de l'homme, y compris la liberté d'association - ou réciprocité ne soit liée à l'accord. La CSI et la CES pensent que le soutien à la transition démocratique ne devrait pas être lié aux intérêts économiques et nous vous demandons donc, Monsieur le Premier Ministre, d'éviter d'imposer à la Tunisie des exigences pour avoir accès au marché, soit maintenant, soit à un stade ultérieur.

Nous espérons que l'attribution à la Tunisie du "statut avancé" proposé par le Haut Représentant offrira aux producteurs tunisiens davantage de possibilités de créer de la valeur et de stimuler les exportations vers les membres de l'UE, et par conséquent de contribuer à la stabilité économique du pays et de créer plus d'emplois pour son peuple.

Nous attirons également votre attention sur la dette tunisienne de plus de 15 milliards €, en tenant compte de la rétrogradation de cette dette par les deux plus grandes agences de notation de crédit, en janvier 2011. Bien qu'en février, la Banque centrale de Tunisie ait assuré que le pays avait des niveaux de réserve adéquats, elle a tenté d'obtenir de nouveaux financements auprès du FMI, de la Banque mondiale et de l'UE au cas où la croissance ne reviendrait pas rapidement.

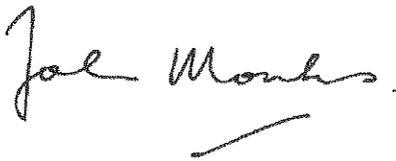
Nous vous incitons vivement, Monsieur le Premier Ministre à soutenir la remise des dettes de la Tunisie afin que le pays ne soit pas confronté à d'autres pressions de la part des marchés financiers internationaux et à des coûts en termes de paiements de la dette et du service de la dette.

Nous vous demandons, Monsieur le Premier Ministre, de prendre les mesures requises afin de contribuer à transformer la Tunisie et à donner un nouveau départ à son peuple.

Sincères salutations



João Proença
Secrétaire général de l'UGT-P



John Monks
Secrétaire général de la CES



Sharan Burrow
Secrétaire général de la CSI